

Après le tweet du MEDEF, quelle responsabilité éducative pour les entreprises ?

22 septembre 2017



Lancé en 2015, VERS LE HAUT est un think tank dédié aux jeunes, aux familles et à l'éducation. Hors du champ partisan, il contribue au débat public à travers des propositions en impliquant des acteurs de terrain, des jeunes et des familles, des experts et des membres de la société civile.

« Si l'école faisait son travail, j'aurais du travail ! ». Ce tweet du Medef a enflammé les réseaux sociaux, soulevant des réactions scandalisées.

Il est le révélateur d'un profond malaise dans le système éducatif français avec un grand écart entre le monde de l'éducation et le monde du travail.

Grand écart culturel et institutionnel, dont les premières victimes sont les jeunes, pris dans une guerre de tranchées qui les dépasse et qui explique une part du chômage français. Car derrière cette insulte à l'école s'exprime un sentiment de décalage exprimé majoritairement par les chefs d'entreprise : « Le système éducatif français n'est pas adapté au monde du travail. » [C'est ce que nous disent 73% des dirigeants sondés dans le baromètre Jeunesse&Confiance 2016.](#)

Ce tweet est symptomatique d'une attitude qui ne peut plus durer : la recherche de bouc émissaire. En réalité, ce qu'il faut construire, c'est une alliance éducative ! L'école et l'entreprise doivent additionner leurs forces et travailler ensemble plutôt que s'opposer. De cette polémique, on peut tirer trois enseignements majeurs :

Marc Vannesson, délégué général de Vers Le Haut, est à votre disposition pour commenter cette note.

Contact presse - Sixte-Anne Rousselot

sixte-anne.rousselot@verslehaut.org - 01 74 31 68 53 / 06 33 31 14 91

De l'école, nous attendons tout, nous attendons trop

De l'école, nous attendons tout. Nous attendons trop – transmission des fondamentaux, éducation au développement durable, à la santé, à la sexualité, réduction des déterminismes sociaux... comme si tous les problèmes de la société pouvaient trouver une réponse sur le seul temps scolaire. Face à ces attentes, nous sommes forcément déçus ! Et nous finissons par délégitimer l'école alors qu'elle peut faire beaucoup. A condition que nous soyons tous à ses côtés. Avec les enseignants. Et surtout pas contre eux !

L'école ne peut pas ignorer l'objectif d'insertion pro

L'école – pris au sens de « système éducatif » - n'a pas pour seule finalité l'insertion professionnelle. Mais elle ne peut pas l'ignorer. Car, effectivement, en France, le chômage des jeunes est notamment lié à un problème de formation. Nous ne savons pas proposer des parcours de réussite et de formation aux jeunes qui ne sont pas disposés à suivre des études longues.

- Le taux de chômage des jeunes diplômés d'un bac+2 s'élève à 12% cinq ans après la sortie de formation. Il est à 50% pour les jeunes sans qualification.
- L'apprentissage est peu développé : 5% des 16/25 ans en France contre 17% en Allemagne et nous avons deux fois plus de jeunes sans emploi, ni formation, ni stage.
- En parallèle, près d'un projet de recrutement sur 3 est jugé difficile par les employeurs et le problème de qualification est souvent mis en avant.

Les entreprises aussi sont en cause

Ce n'est pas seulement l'école qui est en cause. Ce sont tous les acteurs, et notamment les entreprises. En France, beaucoup d'entreprises ont encore tendance à attendre que le système éducatif lui fournisse des futurs salariés « prêts à emploi ». Pour les formations courtes, elles espèrent que les lycées pro feront l'affaire et lui livreront des salariés directement opérationnels, sans trop s'embêter avec l'apprentissage. Pour les formations longues, elles attendent des jeunes diplômés, ayant multiplié les stages, et disposant de formations directement en lien avec les enjeux de l'entreprise.

Il faut dire que, dans le même temps, les entreprises ont été mises sur la touche par la puissance publique qui a tendance à revendiquer le monopole de l'éducation, tandis que certains idéologues considèrent que l'école ne doit surtout pas approcher le monde du travail, synonyme d'exploitation.

Il est grand temps que les décideurs publics redonnent à l'entreprise un rôle affirmé dans la formation des jeunes et que les dirigeants d'entreprise s'investissent pleinement dans cette mission. On parle beaucoup de la responsabilité sociale et environnementale. Quid de la responsabilité éducative ?

Celle-ci concerne d'abord l'entreprise comme formateur de jeunes : comment refaire de l'entreprise un acteur et un financeur majeur, notamment via l'apprentissage ? Au lieu de faire payer des cotisations chômage toujours plus lourdes, il serait préférable d'investir massivement dans la formation. A quand des maîtres professionnels dédiés à plein temps aux apprentis au sein de l'entreprise comme on le voit dans les entreprises industrielles outre-rhin ?

Cette responsabilité éducative joue en tant qu'employeur : en France, on considère que l'ascension sociale se joue uniquement avec le diplôme. Cela fait porter une responsabilité très lourde à l'école. Les entreprises doivent s'affirmer comme un lieu privilégié d'ascension sociale, donnant à leurs salariés, notamment ceux qui ont eu des formations initiales courtes, des moyens de continuer leur parcours et d'accéder à des responsabilités importantes. A quand des anciens apprentis dans les comités de direction des grandes entreprises ?

La responsabilité éducative des entreprises est également engagée, en tant que producteur de biens et services et en tant qu'annonceur. Les entreprises sont aujourd'hui tenues de respecter des normes sociales et environnementales. Sont-elles prêtes à respecter des engagements éducatifs pour que leur production et leur marketing ne nuisent pas à l'éducation des jeunes générations ? Aujourd'hui, certaines campagnes publicitaires ou certains produits ont une portée ouvertement anti-éducative, qui sabote le travail des enseignants et des éducateurs. Et si la responsabilité sociale et environnementale des entreprises s'accompagnait d'une responsabilité éducative ?

Pour une mobilisation générale !

Et puisque l'on parle de continuité éducative, ne nous arrêtons pas aux rôles de l'école et des entreprises ! Au-delà des enseignants, au-delà des employeurs, **il est vital que la société toute entière reprenne conscience de sa responsabilité éducative** : les familles, les mouvements et associations de jeunesse et d'éducation, le monde de la culture et des médias, les personnalités publiques et nous, simples citoyens, qui, à travers nos comportements dans la « vraie vie » comme sur les réseaux sociaux, pouvons inspirer les plus jeunes en bien ou en mal.

Devant l'ampleur de la crise éducative, l'heure doit être à la MOBILISATION GÉNÉRALE ! Chacun selon nos responsabilités propres, **nous sommes tous éducateurs !**